PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conférence nationale d'information du 21 décembre 1969
Suresnes

Sommaire

Le président (Charles Alliès)..... 1
Noël (Essonne)..... 1
Maillard (Marne)..... 3
Matray (Rhône)..... 3
Daroin (Mayenne)..... 4
Le délégué de l'Aveyron..... 5
Antonin (Savoie)..... 6
Fourrier, Secrétaire fédéral de la Côte d'Or..... 9
Dominique Taddéi (Somme)..... 11
Perussel (Moselle)..... 15
Jacques Fleury (Seine-Saint-Denis)..... 17
Jacques Fleury..... 18
Minga (Pas-de-Calais)..... 18
Le président..... 20
Alain Savary..... 21
Gaston Defferre..... 27
Alain Savary..... 28

Séance du 21 décembre 1969 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Charles Alliès, Hérault, assisté de Heuglin, Haut-Rhin, Kalle, Calvados et Labat, Landes.

Le président (Charles Alliès)

Camarades, nous avons jusqu'à maintenant 4 orateurs inscrits; je crois qu'il serait utile que ceux qui veulent prendre la parole se fassent inscrire afin que nous réglementions un peu la séance de cet après-midi.

Nous devons avoir terminé les travaux vers 17 h 30, afin que la conférence de presse puisse avoir lieu à l'heure prévue; et comme il faut un moment pour que nos camarades Le Floch et Savary répondent aux questions posées, il faut que nous commencions tout de suite et que nous connaissions la liste des orateurs qui veulent intervenir. La parole est à Noël, Essonne.

Noël (Essonne)

Camarades, je fais partie de ces 47 nouveaux représentants fédéraux dont a parlé le Premier Secrétaire ce matin, tellement nouveau, en ce qui me concerne, que je suis élu depuis le 11 décembre, et que ceci étant un laps de temps très court, je suis dans l'impossibilité de vous faire un compte rendu objectif de l'état de la fédération.

Collection Jean-Jaurès

Vous voudrez bien m'en excuser et si le Secrétariat en est d'accord, je lui ferai parvenir sous un mois, je pense que c'est un délai raisonnable, l'état de ma fédération.
Ceci dit, j'aurai deux questions à poser: une à notre camarade Le Floch en ce qui concerne la trésorerie et notamment la circulaire n°16.
Dans cette circulaire, André Le Floch nous dit ceci: si cette somme n'est pas payée avant la fin de l'année - il s'agit des cotisations 1969 bien sûr - le nombre de vos mandats de délégués pour toutes les Assemblées Nationales de 1970 sera de..."
Je pense que ceci est un peu excessif. Si je suis bien d'accord pour que les décisions des Congrès soient appliquées et que nous payons 25 F par adhérent, il me semble anormal que pour toute l'année 1970, ce soit ce tarif qui soit appliqué en tant que représentation pour les fédérations. Il me semblerait plus juste qu'on tienne compte pour l'année 1970, et notamment pour le Congrès du mois d'avril des prises de feuillets lors du premier trimestre 1970.
Je ne demande pas une réponse immédiatement évidemment.
Ceci dit, je voudrais m'adresser au Premier Secrétaire en ce qui concerne la circulaire n°15. Il s'agit des discussions avec les formations politiques extérieures au Parti.
Je rappelle brièvement la note: "les sections sont informées que dans l'état actuel des choses, il ne convient pas d'engager à la base le dialogue avec les formations politiques extérieures au Parti, seuls des échanges d'informations à partir de contextes locaux sur des questions sociales pourront être acceptés par les sections et par les fédérations".
Bien. Actuellement dans l'Essonne, un certain nombre de discussions ont lieu au plan local; en ce qui concerne notamment l'enseignement des réunions se sont tenues réunions communes avec les communistes et nous-mêmes, sur les problèmes ayant trait bien sûr a des CES, CET ou autres, je considère donc que ce sont des problèmes locaux, mais ces problèmes vont se développer à l'échelon fédéral, à la demande même des Conseils de Parents d'élèves de l'Ecole publique, la fédération Cornée et je voudrais à ce sujet avoir, en quittant ce soir cette réunion, une consigne claire de la part du Parti pour savoir jusqu'à quelle limite nous devons participer, en étant bien conscient que cette réunion débouche sur des manifestations publiques, sur des prises de parole, sur des photos dans la presse, sur des comptes rendus.
Ceci dit, autre problème du même ordre, bien sûr, en ce qui concerne la recherche et les problèmes de l'énergie.
Nous avons actuellement, au Commissariat de l'Energie atomique, en ce qui concerne la section d'entreprise du Parti, des réunions communes avec la section du Parti Communiste, réunions qui ont trait à des discussions sur des plans techniques, sur des choix de filières ou autres, des problèmes de recherche, peu importe, je passe, mais il est évident que ces réunions, comme celles qui ont pu être menées à la SNECMA, sont des réunions qui vont déboucher tôt ou tard - et j'aurai encore une réunion à ce sujet lundi soir - sur une conclusion.
Or, il faut savoir jusqu'où nous devons aller dans ce domaine également et savoir jusqu'à quel point nous pouvons émettre notre accord sur interviewes,

conférences de presse, etc.
Je crois que cela est important.
Il ne faut pas se cacher que nous aurons à déboucher à ce niveau, c'est à dire prise de parole en tant que membres du Parti.
Voilà mes camarades, c'étaient les deux points essentiels que je pensais devoir indiquer à cette tribune, en attendant de la part de nos responsables collégiaux, une réponse pour partir ce soir en toute connaissance de cause.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Antonin, Savoie, puis à un camarade de l'Aveyron. Ils ne sont pas là ? Alors, la parole est à Maillard, de la Marne.

Maillard (Marne)

La fédération de la Marne a réalisé la mise en place du Parti Socialiste par l'adhésion des camarades de la SFIO et les nouvelles adhésions; Dans les organismes responsables, aussi bien section exécutive que Bureau fédéral, un renouvellement a été opéré en faveur d'un rajeunissement important… à deux camarades près, j'ai failli me retrouver Doyen !
Nous sommes saturés maintenant des notions de statuts, de fédération, de Confédération, de pondération tant nous y avons travaillé et nous ne devons maintenant négliger aucun effort pour parvenir à l'unité Socialiste, mais nous devons rester lucides et ne pas toujours faire seuls les plus grands sacrifices.
Les effectifs réels de la fédération de la Marne sont inférieurs d'une cinquantaine d'unités à ceux prévus en mars. Les quelques membres de la Convention qui avaient avec nous travaillé à la fédération, ont trouvé des motifs divers pour ne pas donner suite à la volonté de fusion.
La perte réelle est néanmoins inférieure à la perte apparente. A la suite du Congrès constitutif, les organes fédéraux se sont attelés à la tâche, des groupes de travail ont été constitués un peu partout.
Soucieuse de l'unité du Parti et pressentant les dangers des actions séparées, l'exécutif départemental a décidé de surseoir à la mise en activité de tout groupement associé, qu'il s'appelle CEDEP, CERES ou Démocrate Socialiste.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Matray du Rhône.

Matray (Rhône)

Sur les problèmes intérieurs au Parti, tout d'abord je voulais demander au camarade Le Floch pourquoi, faisant un rapport d'ordre financier, il ne nous avait pas présenté, même approximativement, le projet de budget pour 1970, afin qu'au niveau des fédérations nous puissions juger de ce que le Premier Secrétaire dans son intervention de ce matin appelait un premier effort pour abandonner les seuls problèmes de gestion en faveur des problèmes de propagande et de travail.
Il me semble que le budget du Parti est assez important pour que nous puissions au

Congrès Jean Jaurès

moins en connaître les grandes lignes.
En ce qui concerne la fédération du Rhône, dont je suis le Secrétaire fédéral, depuis juillet dernier, je voulais insister sur deux choses:
La première chose, c'est l'absence presque absolue d'informations dont disposent, soit les Secrétaires fédéraux, soit les Secrétaires de sections, soit les militants pour arriver à juger, à l'heure actuelle, de l'action du parti et pouvoir y apporter leur contribution.
Sur les problèmes politiques, nous sommes dans un département dans lequel la Convention des institutions républicaines est restée importante et un département dans lequel nous avons bénéficié, si j'ose m'exprimer ainsi, de deux voyages de François Mitterrand depuis le mois de septembre dernier.
Il y a donc un problème assez grave qui se pose pour nous et le problème d'unité de la Gauche, de l'unité des Socialistes a été plusieurs fois évoqué au niveau de notre Commission exécutive.
Nous pensons, pour notre part, que, vis à vis de l'opinion publique qui espère cette unité, le Parti Socialiste, en aucun cas, ne doit donner l'impression que lui pour sa part la refuse et, par conséquent, nous devons aller très loin dans la recherche d'accords et de négociations avec les autres formations politiques de Gauche.
Nous pensons également que depuis le mois de septembre dernier, le problème s'est particulièrement posé chez nous. Nous avons été constamment mis en état d'infériorité du fait de relations avec la presse très bien organisées de la part de nos adversaires et assez fortement déficiente de la part de notre Parti.
Nous insisterions donc très fortement pour qu'au niveau du Secrétariat national, les relations avec la presse fassent l'objet d'un travail sérieux et qu'un responsable entreprenne une action qui nous permette, vis à vis de l'opinion publique, de nous situer dans une, meilleure position.
Sur le plan des discussions et des contacts eux-mêmes, nous pensons, je l'ai déjà dit, qu'il faut aller très loin en limitant, ou du moins en mettant des limites à ces discussions et notamment en n'acceptant pas, ce qui est la proposition constante de la Convention des institutions républicaines, que soient remises en cause les structures et la cohésion internes de notre Parti pour aboutir à des conversations style assemblée générale, de gens sans structure, sans cohésion, dans lesquelles chacun peut intervenir et faire son numéro.
Il est très important, à l'heure actuelle, que les discussions qui vont s'engager, que ce soit au plan national, que ce soit au plan des rencontres Socialistes qui s'organiseront probablement sur le plan régional, le soient dans un cadre structuré, organisé et avec un certain souci que les différentes délégations des différentes familles soient représentées sur un pied au minimum d'égalité.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Daroin (?) de la Mayenne.

Daroin (Mayenne)

Mes chers camarades, voici quelle est la situation de la fédération Socialiste de la Mayenne à la fin décembre 1969: à la veille du Congrès d'Alfortville, la

fédération de la Mayenne comptait environ 207 adhérents à savoir 120 ex-SFIO, 30 ex-conventionnels, 57 adhérents nouveaux.
Ces mêmes adhérents ont participé aux travaux qui ont précédé le Congrès d'Issy-les-Moulineaux. A ce Congrès constitutif, notre fédération était représentée par 3 ex-conventionnels, qui ont voté les statuts, la motion d'orientation majoritaire et participé aux élections de nos organismes centraux, Comité directeur, Commission des conflits, Commission de contrôle.
Après les vacances, coup de théâtre, les conventionnels ont remis en cause leur adhésion au Parti Socialiste et leur attitude a provoqué l'éclatement de notre fédération, les adhérents nouveaux partant pour la plupart dans la nature, les conventionnels retournant dans le giron de la Convention.
Il a fallu tout reconstruire à partir des anciens adhérents. Un Congrès constitutif qui a voté les statuts a mis en place un nouveau Bureau le 6 décembre 1969 et nous avons eu le plaisir de voir revenir les adhérents nouveaux, quelques conventionnels, peu nombreux d'ailleurs, et notre fédération va repartir avec environ 125 à 130 adhérents.
Qu'en sera t-il l'année prochaine ?
Il est à craindre que les événements internes au Parti Socialiste qui se sont produits ces derniers jours aient leur répercussion sur la vie de notre fédération, mais nous ferons tout notre possible pour maintenir notre unité et nous devrons y arriver.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à notre camarade de 1'Aveyron.

Le délégué de l'Aveyron

Le bilan fait ce matin par le Camarade de l'Indre et Loire pourrait être celui de l'Aveyron et n'était le mandat que j'ai reçu, j'aurais pu éviter cette intervention, je serai quand même bref.
La constitution de la fédération de 1'Aveyron à partir de la base s'est faite dans l'enthousiasme avant Alfortville. Je me souviens que nous avions eu au niveau des sections, soit à la convention, soit à la SFIO, des consignes très nettes disant que les états-majors se mettaient à la tâche pour créer le nouveau Parti Socialiste, nous avons suivi ces consignes et nous avons été jusqu'à réussir cette opération.
Seulement, il y a eu le Congrès d'Alfortville que nous avons tous considéré à ce moment là, SFIO et CIR, comme un viol de la volonté de la base.
Devant la situation crée par Alfortville, nous avons décidé d'arrêter le processus au niveau départemental.
La réunion de Bagneux qui a eu lieu par la suite nous a décidé à participer à Issy-les-Moulineaux.
Depuis Issy-les-Moulineaux, dont les orientations franches et nettes nous sont apparues suffisantes pour continuer l'expérience du nouveau Parti Socialiste, nous avons perçu la difficulté qu'il y avait à maintenir dans nos rangs les nouveaux adhérents.
Effectivement, avant Alfortville, nous étions 400 adhérents et nous aurons de la

Fondation Jean-Jaurès

peine maintenant à réunir dans les 350; ceux qui nous ont quittés sont, en général, des nouveaux adhérents, les jeunes de la Convention tant restés dans le Parti Socialiste.
Depuis quelques jours, la situation évolue favorablement et il nous semble indispensable de prendre la CIR au mot, de faire au mot que dans cette affaire il n'y ait ni vainqueurs, ni vaincus, mais seulement des Socialistes qui se rejoignent.
Pour ce qui est de l'affaire Chandernagor, je m'excuse d'y revenir, mais c'est là le reflet de ce que pense la base; malgré toutes les arguties juridiques qu'à évoquées Chandernagor ce matin ici, notre fédération condamne vigoureusement toute opération de ce genre qui a discrédité totalement dans le passé l'action des gouvernements socialo-centristes.
Nous disons que le passage au Socialisme n'est possible qu'avec les Socialistes. Ceux qui n'ont pas cette notion, trouveront celle qui leur convient en se ralliant à celle définie par M. Giscard d'Estaing, par exemple !
Pour terminer, je vous ferai part d'une réflexion personnelle. J'ai eu le souffle coupé, ce matin, par un camarade du Gard disant: La vérité, c'est nous qui la détenons, et il l'a crié. Je crois que c'est avec des déclarations de ce genre qu'on rend impossible l'unité des Socialistes, l'union de la Gauche. Personne ne détient la vérité tout seul, l'église catholique elle-même y a renoncé. C'est tous ceux qui se réclament du Socialisme qui, ensemble, reconstitueront la vérité et la réalité du Socialisme.
Et, je puis en témoigner puisque, sur le plan local, je crois que c'est un peu sans permission -puisque ce matin on a évoqué les permissions qu'il fallait avoir pour prendre les contacts locaux ou départementaux - nous avons, sur des problèmes précis de situation économique, pris des contacts avec le PC, même avec le PSU - je m'en excuse - et que nous en sortons quelque chose de positif, aussi bien au niveau des manifestations qu'au niveau des communiqués.
J'en ai terminé. Merci
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Antonin, Savoie, ensuite Fourrier.

Antonin (Savoie)

On m'a déjà appelé deux fois, je m'en excuse, mais c'est la méconnaissance de Paris qui fait que j'ai pris beaucoup plus de temps pour déjeuner que ce qu'on avait prévu.
Eh bien, camarades, la fédération de Savoie avait aujourd'hui un certain nombre de choses à dire; la déclaration d'Alain Savary, ce matin, répond à certaines de nos préoccupations, sur la recherche prioritaire de l'unité Socialiste et de l'union de la Gauche, et le communiqué commun au Parti Socialiste et au Parti Communiste va tout à fait dans le sens de nos désirs.
Sur le problème d'André Chandernagor, le camarade du Haut-Rhin a, ce matin, clairement posé le problème et nous faisons nôtre sa position en précisant que notre Conseil fédéral s'est prononcé à l'unanimité par un vote pour la comparution d'André Chandernagor devant la Commission nationale des conflits qui devra le

sanctionner avec la fermeté qui s'impose dans ses prises de position qui vicient à la base les positions du Parti.
En ce qui concerne d'autres problèmes, sur lesquels j'avais été mandaté pour vous donner aujourd'hui notre position, je dois dire que le camarade Lussot, de l'Indre et Loire, les a clairement exposées ce matin et la position de sa fédération est identique à la nôtre.
Les effectifs de notre fédération sont de 340 et nous sommes, en Savoie, une des 18 fédérations à jour avec la trésorerie nationale.
(Applaudissements)
Après la campagne menée avec dynamisme par notre fédération, sur ma candidature aux élections législatives partielles du 19 octobre, et à l'occasion de laquelle notre fédération a donné un tel exemple d'unité Socialiste, puisque nous avons eu le soutien de la Convention des institutions républicaines, nous espérons avoir en potentiel de nouvelles adhésions.
Nous entreprendrons, dès le début de l'année prochaine, une campagne de propagande à l'occasion de la présentation des cartes 1970 et nous sommes d'ores et déjà assurés de la création de nouvelles sections.
En Savoie, la Convention des institutions républicaines est avec nous, au Parti Socialiste, depuis l'origine, et, entre son apport et celui des nouveaux adhérents, nous avons presque doublé les effectifs de l'ancienne SFIO.
En ce qui concerne nos contacts avec les autres formations de Gauche et les organisations de travailleurs, nous avons pris les initiatives suivantes - Le PSU, la fédération de Savoie du PSU, nous avait écrit pour nous proposer une action commune ou une équipe commune sur le contrôle ouvrier dans les entreprises, la spéculation foncière et, enfin, l'impérialisme américain et le Pacte Atlantique. Nous lui avons répondu que nous nous proposions d'étudier, en section, ces travaux, donc les travaux du PSU, sur ces 3 points mais qu'en retour nous demanderons à la fédération départementale du PSU, après qu'il eut été étudié par nos sections et approuvé par le Congrès national du Parti, d'étudier notre plan d'action Socialiste.
Ensuite, nous confronterons nos idées, dégagerons les points communs et les pointé de divergence et ferons une synthèse.
Cette façon de procéder ne peut que nous rapprocher, nous aider à mieux nous connaître et à être très constructifs dans le sens de l'unité.
De plus, et à tout moment, nous pourrons étudier ensemble des problèmes locaux et régionaux pour en dégager les solutions et des positions communes.
En ce qui concerne les organisations de travailleurs et les formations de Gauche, nous avons écrit le 4 décembre 1969, à la fédération départementale du Parti Communiste français, à la fédération départementale du PSU, à l'Union départementale CGT, CFDT, Force Ouvrière et la fédération de l'Education Nationale, la lettre suivante:
"Les luttes engagées par les différentes catégories de travailleurs pour la défense de leurs libertés et l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail, démontrent la nécessité d'un rapprochement des formations politiques de Gauche et des organisations syndicales ouvrières qui doivent envisager, ensemble, les

moyens à mettre en oeuvre pour un changement profond permettant à chacun d'avoir la place qui lui revient dans une société de justice, de progrès et de démocratie, où seront assurés, en même temps que les conditions de vie décente, le respect des droits à 1'exercice des libertés fondamentales.
"Lors de son Congrès départemental du 23 novembre 1969, à Montmélian, la fédération de Savoie du Parti Socialiste a décidé, à l'unanimité, de prendre l'initiative d'un tel rapprochement au niveau du département, dans le but d'étudier les différents problèmes sociaux et de l'emploi et d'envisager les solutions à y apporter pour, non pas confondre l'action politique et l'action syndicale, mais au contraire en essayant de concilier l'action de ces deux actions.
"Ainsi, comme l'ont déjà fait d'autres départements, la Drome par exemple, pourrions-nous décider de la création en Savoie d'un Comité départemental permanent de l'emploi où chacun de nous serait représenté et qui se saisirait de tous les problèmes du travail de notre département, en dégageant les solutions nécessaires pour assurer le plein emploi et le respect des droits des travailleurs.
"Ce Comité permettrait à chacun de nous, non seulement de mieux nous connaître, mais encore de mieux connaître les problèmes spécifiques en la matière du département et de procéder périodiquement à des échanges de vues qui ne pourront être que bénéfiques et fructueux pour tous.
"De plus, ensemble, nous aurons de meilleures chances de nous faire entendre des Pouvoirs Publics.

Le président - Camarades, un peu de silence, s'il vous plait î

Antonin - Si cela ne vous convient pas, dites-le, et je m'arrêterai, car il ne s'agit pas que d'écouter les notables ! J'ai noté ce matin que lorsque quelques noms, fort connus, parlaient, il y avait un silence religieux dans la salle, on les écoute. Or, nous, camarades, nous sommes mandatés pour vous dire ce que nous vous disons, nous ne sommes pas là pour nous amuser, nous sommes là pour traduire l'expression de la base, c'est-à-dire de ceux qui constituent le Parti précisément, alors je pense que le minimum c'est quand même de nous écouter !

Le président - Camarades, si vous voulez parler, veuillez sortir de la salle, s'il vous plait !

Antonin - Je reprends donc:
"De plus, ensemble, nous aurons de meilleures chances de nous faire entendre des Pouvoirs Publics, tant sur les problèmes actuels que futurs, notamment pour l'élaboration du 6e Plan où il semble, une nouvelle fois, qu'en matière d'emploi, la Savoie ne puisse encore trouver la place qui lui revient dans la région Rhône-Alpes"
Suit la formule de politesse.
Cette lettre date donc du 4 décembre et, à ce jour, la CFDT et le Parti Communiste nous ont répondu favorablement, Force Ouvrière, quant à lui, ne nous répond pas favorablement, préférant conserver son autonomie à l'échelon syndical, refusant

le dialogue.
Enfin, je vous précise ce que nos camarades demandent au Parti;
Ils demandent:
1°) la diffusion immédiate, à toutes les fédérations, les réponses au Parti aux discours officiels du Président de la République ou du Premier Ministre, ainsi que les différents communiqués officiels du Parti;
2°) nos camarades de Savoie demandent également des comptes rendus plus détaillés des réunions du Comité directeur, ceux du Bulletin intérieur étant trop lapidaires et incompréhensibles. On nous dit "que le Comité directeur a décidé que..." mais on ne nous explique pas pourquoi, on ne nous donne pas le moindre reflet des débats du Comité directeur;
3°) nos camarades souhaitent ne plus recevoir de directives de la part du Parti du type: "Ne participas au Mouvement en faveur du Vietnam.." - "N'adhérez pas aux appels du Comité de la Paix au Vietnam", ou alors: "Interdisez-vous de participer aux manifestations d'interdiction du film "Les bérets verts" ! Nos camarades ne seront d'accord sur ces mots d'ordre que pour autant qu'ils aient des explications là-dessus ! Ils ne comprennent pas pourquoi on leur dit cela sans leur donner d'explication !
(Applaudissements)
4°) nos camarades de Savoie souhaitent que soient menées avec dynamisme et largeur de vue les rencontres Socialistes, qui sont un des moyens importants pour l'unité Socialiste.
Merci, camarades, m'avoir écouté avec autant de patience.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Fourrier - Côte d'Or

Fourrier, Secrétaire fédéral de la Côte d'Or

Je voudrais d'abord vous indiquer la situation dans notre département.
La Côte d'Or était restée dans l'autonomie jusqu'au mois d'octobre de cette année. Au mois d'octobre, elle a précédé à une consultation des adhérents, qui a donné les résultats suivants:
S'étaient inscrits sur les registres du nouveau parti Socialiste, 380 Adhérents. Sur ces 380 adhérents, environ 240 ont répondu à la consultation en question.
140 ont manifesté leur intention de continuer d'adhérer à la fédération, ralliée au Parti Socialiste, 70 ont manifesté leur intention de reconstituer la fédération CIR en Côte d'Or, et 10 ont déclaré ne plus vouloir appartenir à aucune organisation.
Voilà où en sont les choses.
En ce qui concerne le règlement des cotisations, la Côte d'Or est en retard, puisque avaient été versées, au printemps dernier, uniquement les cotisations recueillies par le Trésorier fédéral de la SFIO et que nous sommes en train en ce moment de faire l'appel des cotisations, du complément des cotisations pour ceux qui restent au Parti Socialiste.
Je voudrais aussi intervenir sur un autre point, celui de la question des élus Socialistes.

Fondation Jean Jaurès

Nous avons reçu, essaie tous les Secrétaires fédéraux, une circulaire préconisant de faire adhérer les élus Socialistes à la fédération des élus Socialistes et non à une autre organisation.
En Côte d'Or, nous avons 4 Conseillers généraux Socialistes, 4 maires de gros bourgs ou petites villes et environ une douzaine de Conseillers municipaux Socialistes.
Les Conseillers généraux Socialistes et les maires Socialistes ont, depuis longtemps, pris l'habitude de travailler en complète autonomie avec un des Organismes fédéraux et la plupart considère que c'est le Parti qui leur est redevable de leur élection, plutôt que le contraire, et nous avons là un bel exemple de ce mandarinat, évidemment, au plan tout à fait local, de gens qui, maintenant, suivraient difficilement des consignes que pourraient leur donner les organismes fédéraux et je pense que ce rattachement des élus à la fédération des élus Socialistes serait une très bonne chose pour changer les habitudes qui ont été prises et pour ramener peu à peu nos élus dans la bonne direction. Seulement, cela présente un certain nombre de difficultés.
Nous avons demandé aux élus Socialistes de la Côte d'Or d'adhérer à cette fédération des élus Socialistes. Aucun ne s'y est opposé, la plupart ont répondu affirmativement, mais ce que je crains c'est que, surtout parmi des maires et Conseillers municipaux, ils disent que leur appartenance à la fédération des élus républicains leur rend des services jusqu'à présent et nous demandent ce que la fédération des élus Socialistes est, elle, capable de leur apporter ?
Et je voudrais poser la question à Monestier, en particulier, puisque c'est lui, je crois, qui est responsable de ce secteur, et lui demander dans quelle mesure les Conseillers généraux, les maires et les Secrétaires fédéraux pourraient être aidés par la fédération des élus Socialistes.
Nous avons pensé, au dernier Congrès fédéral, en Côte d'Or, qu'en ce qui concerne la propagande, elle devait se faire sur deux plans, au plan national, en collaboration, bien sûr, avec les Organismes fédéraux et les militants de base, mais aussi plus, à proprement parler, au plan local et nous pensons que, dans la période actuelle, cette propagande ne doit pas porter auprès de la base sur les questions d'idéologie, mais sur des questions d'ordre pratique, sur les questions qu'ils vivent dans leur vie de tous les jours, et nous pensons que l'action à mener doit se faire au plan de la commune, au plan du canton. Or, bien souvent, les responsables fédéraux qui ne sont pas des élus, ne savent pas ce que c'est qu'un budget départemental, et lorsqu'il est question de donner des directives, par exemple, à des Conseillers généraux, lors du vote du budget départemental, eh bien les responsables fédéraux en question sont bien incapables de le faire et se gardent bien de le faire, en craignant de taper à côté.
C'est pour cela que je pense qu'il serait bon, dans le cadre de cette réorganisation des élus Socialistes, qu'une étude soit faite qui permette aux responsables fédéraux et aux responsables de section de pouvoir étudier un budget, de pouvoir étudier un budget non pas en tant que comptable mais en tant que responsables politiques, c'est à dire de pouvoir dénoncer éventuellement tel transfert de charge qui est sur le point d'être fait, qui était à la charge de l'Etat, transfert au niveau du

département, afin de pouvoir motiver une abstention ou un vote contre des élus au Conseil général, par de très bons arguments.
Voilà ce que j'avais à dire.
(Applaudissements)

Le président - La fédération du Vaucluse me communique une proposition qui vient à l'appui de ce que vient de dire notre camarade.
La fédération du Vaucluse désirerait que soient faites par d'autres fédérations des propositions sur la perception des cotisations. Je suppose qu'il faut ajouter des élus.
Pour sa part, la fédération a décidé en Congrès fédéral, et a inclus dans ses statuts, le paiement par tous ses élus de 5 F de leur indemnité de perception, devant permettre une plus grande liberté d'action sur le plan financier à la fédération.
La parole est à Taddéi, Somme.

Dominique Taddéi (Somme)

Camarades, je me conformerai au vœu exprimé par la fédération de l'Aveyron tout à l'heure, et ce n'est donc pas en tant que membre du Comité directeur, mais en tant que tout nouveau secrétaire de la fédération de la Somme que je me permettrai d'intervenir.
J'ai eu l'occasion à Issy-les-Moulineaux de dire que notre Parti avait besoin avant tout d'être un instrument de la lutte de classe, et un instrument au service d'une volonté politique. Vous me permettrez par conséquent de vous dire en deux mots quel est notre sentiment actuel sur le problème des moyens d'action politique qui s ont les nôtres, et sur la façon dont nous devons manifester notre volonté politique.
En ce qui concerne tout d'abord nos moyens d'action politique, les moyens propres à notre Parti, je crois qu'ils tiennent en deux propositions. Tout d'abord nous devons rationaliser au maximum le travail de ce Parti; nous devons utiliser au mieux les moyens qui sont les nôtres, parce que notre Parti est actuellement un Parti pauvre, ne serait-ce que sur le plan financier.
Rationaliser notre travail, camarades, cela signifie tout d'abord - c'est presque un propos d'économiste - réduire au maximum le coût de nos différents travaux, de nos différentes tâches, car il y a un certain nombre de tâches que nous faisons à 95 exemplaires, au niveau de chacune des fédérations, et qui pourraient être entreprises au plan national.
Je demanderai aux camarades du Secrétariat national de penser - la suggestion en a été faite tout à l'heure par noire camarade Dreyfus-Schmidt - qu'en ce qui concerne par exemple l'impression des bulletins d'adhésion, des fiches personnelles qu'un Secrétariat fédéral doit avoir, en matière aussi de convocations, il pourrait y avoir des formulaires qui soient faits au plan national, et qui seraient distribués au plan fédéral, afin que les fédérations ne voient pas leur budget déjà très faible grevé par un certain nombre de dépenses matérielles de cet ordre.
Je sais bien ce que cela coûterait au plan national, mais je vous assure qu'en termes de rationalité de l'utilisation de nos faibles moyens, ce serait moins cher

pour le Parti si tous ces besoins étaient regroupés au plan national et envoyés ensuite au plan fédéral.
Je demanderai par conséquent au Secrétariat national de faire une étude pour voir si cette affirmation, qui n'est pour l'instant qu'une affirmation, est confirmée.
Nos moyens de travail, c'est en second lieu, camarades - et beaucoup d'intervenants de ce matin l'ont dit, donc je serai bref - le problème de nos moyens d'information.
De ce point de vue, je crois qu'il ne faut pas nous cacher que l'environnement nous est très défavorable. La presse bourgeoise ne nous aide pas, c'est le moins qu'on puisse dire, et je crois qu'à la limite il ne faut pas s'en plaindre, et que ce doit être un sujet de fierté, c'est parce que nous devenons inquiétants, parce que nous devenons dangereux pour l'ordre établi qu'à l'heure actuelle la presse bourgeoise nous dessert autant, aussi bien la presse écrite que la radio et la télévision. Il faut le dire, parce que je crois que c'est plus un motif de satisfaction qu'un motif de récrimination pour nous.
Ceci étant dit, il n'en reste pas moins qu'il faut tirer les conséquences de cet état de fait.
Voilà pourquoi je crois nécessaire, au moment où on essaie de reprendre en main l'ensemble de la presse du Parti, de la faire fonctionner dans de meilleures conditions, de prévoir une information quasi personnelle de chaque militant. Chaque militant est immédiatement sollicité par des informations tendancieuses venues de l'extérieur sur nos propres décisions. II apprend dix fois plus de choses que tel ou tel camarade en rupture de ban avec le Parti, et sur nos décisions, sur les motifs de nos décisions, il est beaucoup moins bien informé, ou du moins beaucoup plus tard. Là dessus je crois qu'il va falloir également que nous fassions un effort sérieux. Il faut que chaque militant soit touché. Je sais ce que cela implique sur le plan financier, et je crois qu'il faut que nous étudions très profondément la question.
Mais bien entendu un instrument comme est notre Parti dans la lutte des classes n'a de sens qu'au service d'une volonté politique. Là dessus, camarades, je crois que je n'ai pas besoin d'être long, dans la mesure où je suis pour l'essentiel d'accord avec la direction de notre Parti pour l'action qu'elle a entreprise dans les six mois, passés, et pour l'action qu'elle continuera d'entreprendre.
Je me permettrai simplement de demander à nos responsables nationaux de faire preuve, dans la mesure même et surtout où nous sommes un parti démocratique, de beaucoup de rigueur sur le problème de la discipline interne du Parti. Ce n'est pas par dogmatisme que nous voulons que les camarades soient disciplinés vis à vis de l'extérieur. C'est parce que face aux puissances d'argent, qui elles, précisément, ont les moyens financiers de la lutte des classes, si nous n'avons pas la volonté unie de tous les militants, mais qu'est-ce que nous avons pour lutter ? Nous n'avons rien !
C'est pour cela, si vous voulez, que la discipline est la première condition de notre action, dès lors que les décisions ont été prises de façon démocratique.
Je dirai à notre camarade Chandernagor... ou plutôt je ne le lui dirai pas car sauf erreur il n'est pas là; mais l'expérience m'a montré qu'il n'était pas là en dehors de

Collection Jean-Jaurès

ses interventions, et il y a même des moments où je me demande si pendant ses interventions il est parmi nous ! Mais enfin ceci étant...

Gaston Defferre - Allons, allons ! Qu'est-ce que c'est que ce genre ?

Dominique Taddéi - Je me permettrai de répondre, Gaston Defferre, en faisant comme s'il était là.

Gaston Defferre - Tu permets une interruption ? Puisque tu parles tellement de discipline, on pourrait peut-être rapporter à des camarades qui étaient tout à l'heure à la tribune et qui nous parlaient de rencontres départementales avec le Parti Communiste et la CGT, que ce genre de rencontre est interdit par le Parti… (Applaudissements)… et que c'est au sommet qu'il doit y avoir des rencontres.
Et puisque tu parles de discipline, tu ferais bien, avant d'attaquer un camarade qui est absent et qui a rendu suffisamment de services au Parti...
(Rumeurs dans la salle)

Le président - Je vous en prie ! Defferre parle avec l'autorisation de Taddéi.

Gaston Defferre - Il était là ce matin !

Un délégué - Il doit être là aussi cet après-midi.

Gaston Defferre - Je ne sais pas si Taddéi était là quand Chandernagor a parlé. Alors si cela ne te fait rien, camarade, aie la politesse, quand un camarade est absent, d'attendre qu'il soit là pour t'adresser à lui.

Dominique Taddéi - Je me permettrai simplement de dire à Gaston Defferre que je ne peux répondre que quand on me donne la parole. C'est un premier point.
(Applaudissements)
Je voudrais ensuite lui dire qu'il me semble qu'au sein de notre Parti on n'a pas à utiliser un tiers camarade, que je suis en l'occurrence, pour faire des Commissions. Tu feras toi-même tes commissions aux camarades à qui tu as quelque chose à dire sur leurs interventions de ce matin. Moi je ne suis pas mandaté pour transmettre tes commissions.

Gaston Defferre - Mes commissions, je sais les faire tout seul, ne te fais pas de souci !

Dominique Taddéi - Je le sais bien, c'est pour cela que je dis cela.
Sur le plan fondamental, et non pas sur le plan de la basse polémique, je voudrais faire trois réponses à André Chandernagor. Je voudrais tout d'abord lui dire que son intervention de ce matin ne m'a pas surpris, dans la mesure où il ne veut pas s'expliquer devant les camarades représentatifs de tout le Parti au plan national, parce que déjà, à Issy-les-Moulineaux, il avait été, si je me souviens bien l'auteur

Fondation Jean-Jaurès

et le défenseur d'une motion qui s'appelait "Soyons d'abord nous-mêmes", et où il disait qu'il ne voulait pas que nous parlions des problèmes d'alliance, des problèmes de stratégie, parce qu'il préférait les régler dans quelque conciliabule plus ou moins secret entre deux réunions des instances nationales.
Je dirai en second lieu que son analyse - mais nous y sommes habitués - était pleine de clarté et assez judicieuse, sur le plan du droit. Mais mes deux dernières réflexions se placent en quelque sorte sur le plan judiciaire.
Moi j'avoue franchement que je ne comprends pas pourquoi il ne veut pas s'expliquer devant nous sur ses nouvelles incartades. Je comprends que sur les anciennes, ce soit du domaine du passé et du domaine du judiciaire. Seulement pendant que sur le plan judiciaire, au sein du Parti, il y a à l'heure actuelle une procédure, il continue, il aggrave le problème en continuant de prendre des décisions !
(Applaudissements)
Enfin, et ce sera mon troisième argument, puisque nous avons affaire à un camarade dont la distinction intellectuelle n'est pas en question, bien évidemment, je m'étonne de la faute interne de son raisonnement, car il sépare, et je crois qu'il a raison, le judiciaire du Parti de l'exécutif et du législatif du Parti. Mais alors, quand il nous donne rendez-vous au mois d'avril, vous permettrez, camarades, que je vous dise qu'il préjuge gravement des décisions de la Commission des conflits, en nous donnant un tel rendez-vous !
(Applaudissements)
Camarades, notre Parti est né il y a six mois, et il faut bien reconnaître qu'il a obtenu un succès d'estime pour ses déclarations d'intention. Je crois qu'à partir d'hier, je veux dire depuis une semaine, il est en train d'obtenir par ses actes concrets un succès beaucoup plus important. On s'aperçoit que non en paroles mais en actes, le Parti Socialiste est vraiment "l'unifiant" de la Gauche !
(Applaudissements)
Camarades, nous avons deux conséquences à en tirer, bien évidentes: la première sur le plan de notre propagande; il est temps, camarades, que nous nous livrions à une grande entreprise de recrutement et d'adhésion dans ce Parti, parce que c'est cela qui en fera véritablement la nouveauté, et je crois qu'il y a deux couches privilégiées de l'opinion qu'il nous faut gagner, plus que nous ne le faisons à l'heure actuelle: c'est d'une part le monde ouvrier, on l'a souvent dit, et c'est d'autre part le monde de la jeunesse et des étudiants.
Face à un Président de la République qui ne trouve, devant le problème formidable de la jeunesse aujourd'hui, à nous parler que des "discussions infantiles" que ces jeunes, parait-il, sont capables de mener, il faut que nous expliquions à l'opinion dans quels conciliabules séniles les conseils d'administration et les conseils de gouvernement présidés par Georges Pompidou ont mené ce pays jusqu'à aujourd'hui.
(Applaudissements)
Et puis vous me permettrez, s'il faut se livrer à ce genre de schématisme, de dire tout simplement que l'infantilisme a une qualité, c'est que c'est quelque chose qui avec le temps s'arrange; tandis que dans l'état actuel de la gérontologie, nous

savons tous que la sénilité par contre est à peu près irrécupérable.
Sur le plan maintenant de l'unification Socialiste, camarades, je crois que nous devons rester fermes sur nos positions. Nous sommes le grand Parti Socialiste. Mais nous devons faire preuve d'ouverture d'esprit à l'égard des Conventionnels et des militants du Parti Socialiste Unifié. Nous savons très bien aujourd'hui qu'ils ne sont pas pour l'opposition, et nous considérons très froidement, très lucidement, qu'ils sont égarés. Mais voyez-vous, je crois que nous sommes obligés de faire l'analyse et de dire qu'un Socialiste n'est jamais égaré définitivement. Et c'est en faisant la preuve de notre esprit d'unité que nous pouvons les ramener.
Regardez la différence dans les propos des Conventionnels entre le malheureux Congrès d'Alfortville et aujourd'hui. Dites-vous bien que même les camarades du Parti Socialiste Unifié - je ne parle pas de quelques irresponsables professionnels, je parle des militants de base de ce parti - sont récupérables, et nous avons besoin de les récupérer à terme. Aujourd'hui, à son égard, fermeté ! Il est sur des positions inacceptables pour nous. Mais nous ne devons pas claquer définitivement la porte, parce qu'il est évident que dès lors que nous faisons l'unité en acte avec le Parti Communiste, ces militants viendront à nous; ils sont amenés à venir à nous par le rapport de forces qui se produit, et par conséquent nous devons préserver cet avenir.
Camarades, j'ai été un peu long, vous me pardonnerez. Je rappellerai simplement les trois thèmes que j'aurais voulu être ceux de mon intervention, et dont je sais qu'ils sont ceux aujourd'hui de la très grande majorité du Parti: démocratie interne, oui, bien sûr; rigueur par rapport aux décisions des Congrès nationaux, oui, bien sûr; discipline aussi, parce que notre Parti a vraiment un grand combat à livrer dans les mois à venir.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Perussel, Moselle, ensuite Fleury, Seine-Saint-Denis.

Perussel (Moselle)

Camarades, c'est au nom de la fédération de la Moselle que j'interviens maintenant devant vous. Je veux tout d'abord vous apporter le salut fraternel de cette fédération qui est entièrement nouvelle, et à la tête de laquelle a été élue, après beaucoup de difficultés, dans un Congrès constitutif tout récent puisqu'il date du 26 octobre, une équipe fédérale tout à fait nouvelle également.
Notre fédération n'est pas très grande. Elle ne comprend actuellement que 150 membres. Mais après s'être battue pendant une année pour que soit respectée la démocratie à l'intérieur du Parti, après avoir vaincu des adversaires féroces, notre fédération est satisfaite de se trouver à l'intérieur du Parti Socialiste. Elle tient à remercier tous ceux qui, du Comité directeur ou des fédérations voisines, sont venus l'aider à se constituer démocratiquement.
Je suis venu ici pour faire quelques réflexions que m'a demandé de faire le Bureau fédéral.
D'abord, au sujet des perceptions de cotisations et de matériel politique, nous

Fondation Jean Jaurès

estimons que la méthode qui consiste à ne distribuer que du matériel complètement payé, et à refuser tout retour d'inutilisé, est un peu rustique et périmée. On doit trouver d'autres méthodes que cela, et il ne parait pas absolument impossible de donner du matériel au trésorier, le trésorier plaçant ce qu'il peut, et en plaçant d'autant plus qu'il en dispose d'ailleurs, et rendant ce qu'il n'a pas pu placer. Cela parait très simple, tout le monde le fait, et on ne voit pas pourquoi on ne pourrait pas le faire dans le Parti.
En ce qui concerne les informations, nous considérons effectivement qu'on n'en a pas assez. On en a parlé beaucoup. Le Parti, nous a dit Savary tout à l'heure, se penchera sur cette question qui mérite une étude, c'est vrai.
Je voudrais ajouter que nous considérons qu'il faut également étudier les destinataires de ces informations, et il faudrait que jusqu'aux militants de base on puisse avoir très rapidement des informations nombreuses. Comme le disait à l'instant Taddéi, il faut que nos militants aient, avant que la presse leur ait donné des éléments souvent mauvais, souvent déformés, nos propres explications, et qu'ils puissent nous défendre contre nos détracteurs, ce qui est important pour notre propagande.
En troisième lieu, en ce qui concerne la représentation régionale, actuellement il se trouve que par le fait des élections au Comité directeur, trois membres seulement se trouvent représenter les régions de Bourgogne, de Franche-Comté, d'Alsace et de lorraine. C'est vraiment un gros morceau, un gros territoire pour trois camarades, qui d'ailleurs se trouvent être à peu près dans le sud de cette région; pour la région de Lorraine nous n'avons personne. Ce n'est pas un reproche que je fais au Comité directeur, c'est parce qu'il n'y avait pas de candidat. Mais je pense qu'il faudrait que dans les modifications des statuts, on prévoie l'adjonction ou la substitution de représentants régionaux d'une certaine partie du Comité directeur, par exemple d'un tiers, à raison d'au minimum un représentant par région-programme.
Enfin, en ce qui concerne l'approbation ou la critique de l'action menée par le Comité directeur, je dois dire de la part de notre Bureau fédéral, qui a suivi évidemment pas à pas toutes les démarches, toutes les mises en place qui ont été faites par le Bureau du Comité directeur, que nous approuvons pleinement ce qui a été fait; que nous sommes très satisfaits des pourparlers qui ont été terminés avec le Parti Communiste; que pour cette raison nous désapprouvons totalement la position de Chandernagor, que nous désapprouvons encore plus la position de Montalat, mais après tout Montalat, lui, a pris une décision nette, Chandernagor n'a pas pris une position nette.
Nous pensons qu'il faudra bien à un moment ou un autre que ce camarade se décide.
Voilà, camarades, ce que j'avais à dire.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Fleury, Seine-Saint-Denis, ensuite à Minga, Pas-de-Calais.

Jacques Fleury (Seine-Saint-Denis)

Mes camarades, depuis 1965 notre fédération a participe avec loyauté, avec enthousiasme, à l'effort de construction de l'unité Socialiste. Il est inutile de rappeler que les difficultés nombreuses que nous avons rencontrées avec nos partenaires de l'époque ont provoqué un malaise profond, né de la multiplication des discussions statutaires et des problèmes de personnes que nous avons connus; Cependant, peu à peu, nos militants oubliaient les problèmes de politique nationale, pour se consacrer à notre "cuisine intérieure", ou, au mieux, à la discussion de questions municipales. La santé de notre Parti s'en est douloureusement ressentie.

Mais la constitution du nouveau Parti Socialiste, bien qu'obérée par les divers avatars que nous avons rencontrés - je ne cite que pour mémoire le Congrès d'Alfortville - avait donné un nouvel élan à nos militants.

Heureusement, dans ma fédération, j'avais pu constater que, spontanément, de nombreuses initiatives heureuses avaient été prises par nos camarades. Mais, malheureusement, aujourd'hui, nous connaissons un nouveau malaise.

Cependant, aujourd'hui, il ne résulte pas du fait de nos partenaires, il est simplement dû aux initiatives d'un certain nombre de camarades, aux initiatives particulièrement regrettables d'un certain nombre de nos camarades.

Il apparaît que ce Parti, qui s'est constitué dans une volonté d'unité et de discipline, est aujourd'hui déchiré par de telles initiatives. Il apparaît que les décisions prises par les organismes réguliers du Parti sont considérées comme lettre morte par de tels camarades.

Dans ces conditions, nous sommes en droit de nous poser la question: vaut-il la peine de se réunir en Congrès, en Conseil national, en Conseil d'information, en Comité directeur, en Bureau politique, si les décisions prises dans ces organismes sont constamment bafouées ? Et je me trouve dans des conditions difficiles pour exiger des camarades de ma fédération qu'ils appliquent avec discipline les décisions de ce Parti, pour leur interdire telle rencontre, que pourtant des circulaires nationales interdisent, ou pour leur interdire telles déclarations, que d'autres camarades, particulièrement représentatifs, se donnent l'autorisation de transmettre à la presse.

Bien sûr, vous le savez, j'évoque ainsi le cas de Chandernagor et de ses amis. Son attitude est inacceptable, d'autres camarades l'ont dit avant moi. Je ne discute pas les positions politiques de Chandernagor, je ne fais que condamner un acte d'indiscipline, qui met en cause l'unité et l'efficacité du Parti. La multiplication de tels gestes justifie d'ailleurs l'affaiblissement du Parti, dont Chandernagor lui-même se prévaut pour appuyer ses thèses !

Mais je n'insisterai pas sur ce point, d'autres camarades l'ont déjà évoqué aujourd'hui. D'ailleurs, Chandernagor est coutumier du fait, c'est un récidiviste, et je m'étonne simplement que son cas n'ait pas déjà été évoqué dans les instances de la SFIO, avant de l'être dans celles du nouveau Parti !

Je me félicite, en tout cas, que le Bureau ait pris la décision de le traduire devant la Commission nationale des conflits. Je m'étonne cependant que des camarades, soucieux de revendiquer par ailleurs un rôle actif dans la direction du Parti, et

Fondation Jean Jaurès

particulièrement représentatifs de grosses fédérations, soient, pour le moins, discrets ou hésitants en ce qui concerne ce problème. Je leur rappelle, à toutes fins utiles, qu'un Parti qui oublie la nécessaire discipline est bien près de sa fin.
Mais, pour faire plaisir à Chandernagor - sans pour autant que nous ayons raison de nous en satisfaire - je constate que son cas n'est qu'un problème parmi d'autres, le plus évident sans doute, mais pas nécessairement le plus grave. La fédération de la Seine-Saint-Denis regrette que le démon de l'indiscipline et du jeu personnel, pour reprendre un terme sportif, se développe dans le Parti, et - pour faire plaisir aussi à Gaston Defferre - qu'il s'agisse de camarades jeunes, dynamiques sans doute, qui négligent avec trop de complaisance les mots d'ordre et les circulaires nationales, ou qu'il s'agisse de camarades qui, sous couvert de sigles divers, multiplient les déclarations personnelles et publiques, voire les activités fractionnelles...

Gaston Defferre - Je voudrais que tu m'expliques ce que tu as dit là, je n'ai pas très bien compris.

Jacques Fleury

Tu as fait état tout à l'heure d'un certain nombre de camarades qui n'appliquent pas les circulaires nationales dans les départements, et je voulais t'en donner acte; je suis d'accord avec toi sur ce point.
Une telle attitude présente peut-être une efficacité réelle pour les camarades en question; je crains cependant qu'elle ne les mène pas loin. A quoi leur servirait de revendiquer la direction d'un Parti dont leurs initiatives auraient contribué finalement à l'éclatement, et, au pire, à la disparition ?
Dans ma fédération, beaucoup de camarades m'ont demandé de vous exposer simplement leur inquiétude devant le développement d'attitudes et d'initiatives nuisibles à l'unité du Parti.
J'ajouterai cependant qu'un nombre plus grand de camarades se taisent. C'est ce qui nous inquiète le plus, car il ne s'agit pas, venant d'eux, d'indifférence, mais de dégoût et de découragement.
C'est pourquoi je m'adresserai, pour conclure, à ceux qui ne se sentent pas à l'aise chez nous, à ceux qui ne sont pas d'accord avec l'orientation du Parti, ou à ceux qui sont victimes d'une amertume sans limites. Qu'ils débattent avec nous, c'est leur droit, c'est même leur devoir. Mais, dès lors que le débat a eu lieu, qu'ils se souviennent alors des lois de la démocratie dont souvent ils se réclament devant nous, et, reprenant une formule célèbre, lorsque dans ses assises notre Parti s'est prononcé, il faut qu'ils se soumettent, ou se démettent !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Minga, Pas-de-Calais, dernier orateur inscrit.

Minga (Pas-de-Calais)

Camarades, qu'il me soit permis de faire trois observations, qui d'ailleurs sont

Collection Jean Jaurès

liées entre elles.
Tout d'abord, pour ce qui concerne l'attitude des camarades qui ont cru devoir donner leur caution à une délégation permanente socialo-centriste, du moins telle que la presse bourgeoise l'écrit, ces camarades et leurs amis, et c'est leur droit de l'exprimer dans le Parti, ne sont pas d'accord avec la majorité. Mais qu'il me soit permis de leur rappeler très brièvement la teneur du communiqué commun.
Dans ce communiqué commun, il n'est nullement question de faire une alliance les yeux fermés avec le Parti Communiste. Tout d'abord, il s'agit d'offrir à l'opinion publique une perspective de remplacement de la coalition des gestionnaires conservateurs par un gouvernement représentatif des aspirations populaires. En second lieu, cette union de la Gauche doit permettre un rassemblement majoritaire de la population qui doit s'opposer aux forces représentatives du capitalisme. En troisième lieu, le Parti Communiste et le Parti Socialiste décident d'engager des conversations qui porteront sur les conditions fondamentales d'un accord politique qui implique un remplacement du système actuel par un régime nouveau de démocratie économique destiné à ouvrir les voies de passage au Socialisme , en tenant compte de la spécificité française.
Eh bien, camarades, croyez-vous que ce communiqué commun s'inscrit en faux avec la motion d'Issy-les-Moulineaux ?
Personnellement, nous ne le pensons pas, au Pas-de-Calais, car en politique les paroles et les écrits sont bons, mais les actes comptent, et actuellement le Parti a besoin d'être crédible, et il ne le sera que dans la mesure où il alliera, avec une forme volonté, ses actions politiques avec ses paroles. Sinon, l'opinion publique, une fois de plus, sera désabusée.
En second lieu, cette bataille, qui est en train de se mener, et qui est en fait un faux problème, car ce communiqué commun ne fait que refléter la finalité profonde du Parti, ne se situe pas - et je le dis aux camarades de la minorité et aux amis de ceux qui veulent à tout prix s'allier avec le centre - au niveau des hommes; elle se situe essentiellement au niveau des idées et des analyses politiques.
J'en tire ma troisième observation. Le Parti a besoin de formation, le Parti a besoin de former ses militants.
C'est ainsi que dans le Pas-de-Calais, nous nous sommes préoccupés de cette formation. Dans le cadre de formation fédérale, trois stages ont été organisés, le premier au mois d'octobre, avec les camarades Mollet et Cépède, le second avec le camarade Taddéi, le troisième avec les camarades Bérégovoy et Cheramy, et nous serions heureux au Pas-de-Calais d'accueillir aussi des camarades minoritaires.
Mais ce qu'il y a de fondamental chez nous, c'est que ces stages ont permis d'attirer 40 à 50 militants, d'une moyenne d'âge de 30 ans, qui ont réussi à se connaître et à se former politiquement. Ce travail politique que nous sommes en train de faire, nous souhaiterions qu'il soit fait dans toutes les fédérations, car beaucoup de camarades minoritaires ont peur des communistes pour la simple raison qu'ils se sentent inférieurs. Eh bien non ! Si sur le plan du dynamisme, sur le plan du débat des idées, nous apportons, nous, notre contribution, nos idées, croyez-moi, les communistes auront à faire à une force vive. Quand des camarades disent: il faut être soi-même, eh bien être soi-même, tout d'abord, veut

dire: formuler des idées. Il faut en finir avec ce vieux ron-ron ! Le Socialisme "jeunesse du monde", d'accord, mais encore faut-il en définir le contenu, et c'est ce à quoi nous nous appliquons dans le Pas-de-Calais avec ces cadres de formation.
Au terme de mon intervention, je souhaite que les camarades des fédérations organisent dans leurs départements des stages fédéraux, et, selon leur puissance et le nombre des adhérents, ils pourraient fort bien se regrouper en régions, mais l'essentiel à présent est de former des militants.
Je le disais au début de mon intervention: si nous fondons notre analyse politique sur des querelles d'hommes, le Parti sera comparable au Parti Radical, c'est-à-dire une force vieillissante qui disparaîtra avec ses notables.
Mais si nous faisons preuve d'imagination, si nous situons la bataille au niveau des idées, je crois qu'à ce moment-là tout sera permis !
(Applaudissements)

Le président

Mes camarades, avant de donner la parole à Alain Savary, je vous lis une communication de la fédération de Seine et Marne, qui a renoncé à la parole et me demande de vous communiquer ses observations:
"La fédération de Seine et Marne se déclare concernée et en accord avec les préoccupations exposées par les camarades des fédérations de l'Aisne, du Haut-Rhin, de l'Indre et Loire, de la Savoie et de la Somme.
"Demande, compte tenu de l'opinion publique, du troublé créé par cette situation chez les militants, que le cas Chandernagor et le cas de ceux qui seraient tentés de suivre la même voie, soit tranché dans la clarté et avec fermeté. Les 200 adhérents de la CIR, les nombreux et nouveaux adhérents des ex-SFIO ou de l'UGCS de la fédération de la Seine et Marne, dont toutes les prises de position, toutes les actions, sont déterminées par le souci de réflexion politique, n'accepteraient pas de voir leur travail compromis.
"En ce qui concerne les cotisations, elle demande que soit revue en son temps la méthode de calcul des cotisations, ainsi que le principe de non reprise du matériel invendu.
"Enfin, dans le cadre de l'information interne, et parallèlement aux décisions concernant "Le Populaire", elle pose la question de l'opportunité de la parution d'une brochure intitulée "Agence de Presse de la Liberté", dont le contenu ne lui paraît pas de nature à aider les militants."
Une autre communication, des Bouches-du-Rhône:
"La réunion du Conseil national de ce jour était strictement réservée à des questions administratives et financières.
"La fédération des Bouches-du-Rhône fera connaître sa position politique au prochain Conseil national, qui sera seul mandaté pour cette discussion.
"Rapport financier: la fédération des Bouches-du-Rhône, avec ses 10900 militants, est à jour de ses cotisations elle aussi.
"Rapport administratif: le nouveau Bureau fédéral a été mis en place, avec un nouveau Secrétaire fédéral, Emile Lot (?), qui demande au Conseil de l'excuser

Fondation Jean-Jaurès

pour son absence involontaire, ayant été opéré il y a quinze jours…"
Je pense que le Conseil souhaitera notre camarade un prompt et complet rétablissement.
"La nouvelle équipe fédérale ne comporte qu'un tiers des anciens membres du Conseil fédéral SFIO. Les sections ont été redécoupées, de 12 cantons à 16, pour correspondre à une plus réelle implantation géographique.
"D'autre part, la fédération s'est attachée à la formation des militants en créant une école fédérale. Deux stages, un à Marseille, un dans le département, regroupent 200 militants. D'autres stages sont en préparation pour les mois à venir, janvier et février, ainsi que deux grandes réunions, une réunion ayant déjà eu lieu à Marseille avec le camarade Bérégovoy."
Encore une communication de la fédération d'Ille et Vilaine, "qui appuie la déclaration du camarade de la Lorraine et demande que, chaque fois que faire se peut, des représentants des fédérations, des Premiers Secrétaires ou secrétaires, puissent être associés aux délibérations du Comité directeur pour les décisions importantes, en dehors du Conseil national - là les statuts devraient être modifiés.
"Elle demande que des informations soient adressées le plus fréquemment possible aux fédérations.
"Elle demande également que le Comité directeur adresse aux fédérations des thèmes d'étude sur des sujets d'actualité. Ces thèmes, après étude à la base, seraient retournés après examen et avec les propositions des fédérations départementales intéressées.
"Signé: le Premier Secrétaire et le trésorier.
J'en ai terminé avec les communiqués. La parole est à Alain Savary.

Alain Savary

Camarades, je voudrais exprimer les remerciements du Secrétariat, du Bureau, et du Comité directeur, à tous ceux qui sont intervenus dans cette journée d'information. On a bien fait de rappeler que c'était une journée d'information, et je crois qu'elle a rempli son but, en ce sens que nous sommes tous mieux informés sur ce qui se passe dans les fédérations, sur ce qui va bien, et sur ce qui pourrait aller mieux.
Dans les critiques, les propositions qui ont été faites, il y a des choses importantes que le Bureau prendra en mains, et réponse sera apportée à tout ce qui a été avancé à cette tribune.
Je voudrais simplement reprendre certains points qui me paraissent mériter une réponse immédiate.
En premier lieu, notre camarade du Gard a remis en cause les décisions du Congrès, et c'est cela, au fond, qui peut faire objet de contestation au sein du Parti, mais une contestation qui n'est pas acceptable, car ce que vous pouvez exiger des responsables du Parti, c'est qu'ils appliquent scrupuleusement les décisions des Congrès, qu'ils n'appliquent que les décisions du Congrès, mais vous ne pouvez pas leur demander de vous trahir en faisant autre chose que ce que la majorité du Parti a décidé.
Donc, ce que le camarade du Gard a dit ne peut pas mériter discussion, étant

donné qu'il s'agit de l'application de la loi du Parti, et que si nous y manquions, c'est là que vous seriez en droit de nous faire des reproches.
Une autre question - vous m'excuserez si je les prends dans l'ordre non logique - a été posée à propos de la correspondance avec le PSU.
Nous avons annoncé, en effet, que cette correspondance serait publiée... avec une difficulté, car pour publier une correspondance, il faut être d'accord avec ceux qui l'ont adressée, et si, à l'origine, nos camarades du PSU étaient très prêts à ce qu'elle soit publiée, il y a aujourd'hui moins d'enthousiasme à ce que leurs thèses soient connues de l'ensemble du Parti et de l'opinion.
Je dis au camarade qui a posé cette question que nous reviendrons à la charge auprès du PSU pour que l'ensemble du dossier de l'échange de correspondance, depuis le 10 septembre, soit mis à la disposition du Parti, d'abord, et de l'opinion, ensuite, et cela dans les meilleurs délais.
Ensuite, une autre question a été posée au sujet de la direction des études Socialistes. Le Parti a prévu que cette direction des études Socialistes aurait pour but de rechercher la mise au point de grands problèmes qui ne sont pas de programme immédiat, qui sont fort importants, qui sont, au fond, ceux de l'adaptation de l'homme à la société industrielle, de la lutte contre les pollutions diverses, enfin les réactions contre tout ce qui peut être l'aliénation de l'homme.
Mais, d'autre part, les statuts ont prévu que des dispositions concernant la formation des militants devraient être prises dans les meilleurs délais et c'est notre Camarade Cépède qui fera des propositions le plus rapidement à cet effet.
Une autre question a été abordée, celle de la régionalisation des instances du Parti. Or, je voudrais rappeler que ce problème n'a pas été tranché à Issy-les-Moulineaux, mais qu'il a été retenu et que la souplesse du nouveau Parti en ce qui concerne la réforme des statuts étant très large, il importera qu'à une des prochaines assises ayant vocation pour le faire, ce problème de la régionalisation soit abordé.
Mais je voudrais répondre d'ores et déjà à notre Camarade Sarre que sa réaction formelle sur les propositions, les rencontres Socialistes, ne me paraissent pas recevables.
En effet, le Comité directeur a consulté à la fois les membres du Comité directeur et les Secrétaires fédéraux sur l'opportunité de tenir les rencontres Socialistes au niveau de la région et c'est au 10 janvier que la décision sera prise. Rien n'interdit dans les statuts que les rencontres se situent à ce niveau de la région et il faudrait que la nouvelle direction fédérale de Paris, plus révolutionnaire que les autres, ne se réfugie pas derrière un formalisme très juridique pour empêcher que des essais nécessaires soient faits dans le domaine, à condition que la prudence soit appliquée en consultant Secrétaires fédéraux et membres du Comité directeur.
D'autre part, je retiens ce qu'a dit notre camarade Alliès de l'Hérault concernant les élections cantonales.
A l'époque où nous avons demandé que des candidats soient présentés à toutes les élections cantonales, c'était en raison des élections partielles qui survenaient et il apparaissait au Parti qu'il était très grave d'être absent.
Il faut dire, par exemple, qu'en Seine-Maritime récemment, à Dieppe, il est

dommage que le Parti n'ait pas été représenté en laissant le siège à un camarade du PSU.
Pour la période qui nous sépare du prochain Conseil fédéral, il me paraît, en effet, juste que Secrétariat, Bureau et Comité directeur s'abstiennent de consignes, puisqu'il y a un Conseil national prochainement qui dira la loi du Parti dans ce domaine et donc nous nous inspirerons tous de ce principe d'attendre le Conseil national du 8 février avant de prendre position à cet égard.
Autre problème qui a été évoqué: les bulletins d'adhésion. Ils sont à l'impression et je pense que les fédérations les recevront très prochainement.
Il y a deux points sur lesquels je voudrais me permettre d'insister: c'est la mise en place du mouvement de la Jeunesse Socialiste. Il a été demandé aux Secrétaires fédéraux de faire ce recensement; il faudrait qu'on ne tarde pas car il est fait dans certains départements, il n'est pas fait dans d'autres et il ne faudrait pas que nous tardions beaucoup plus avant de lancer ce mouvement des Jeunesses qui est très important pour l'avenir du Parti. Et bien que ce point n'ait pas été évoqué, je voudrais également demander aux Secrétaires fédéraux de penser à l'article 22 des statuts, c'est-à-dire le recensement de tous les salariés afin que nous puissions, dans le courant de l'année 1970, réunir sous des formes appropriées par branche d'industrie sans faire de corporatisme pour autant, mais enfin qu'il connaisse tous les camarades qui sont engagés dans les entreprises publiques et privées et qui ne se connaissent pas jusqu'à présent, afin que nous puissions, au sein du Parti, avoir une action ouvrière plus efficace que celle que nous avons pu mener jusqu'à présent.
Camarades, un autre problème plus important a été évoqué c'est le problème de l'information. Si nous avons été amenés à prendre cette décision difficile concernant "Le Populaire", il va de soi qu'il faut que le Parti soit doté le plus vite possible de moyens d'information internes qui permettent de toucher au maximum les militants directement.
Camarades, nous prenons acte de tout ce qui a été dit aujourd'hui, mais il ne serait pas sérieux de prendre des engagements formels et précis avant l'étude technique et financière qui est la clé de la réponse à vous apporter.
Nous prenons l'engagement de nous y mettre dès demain et il est prévu avec les camarades du Secrétariat responsables de ces questions, ceux du Comité directeur qui s'y associeront et du Groupe Parlementaire que nous mettrons à profit la trêve des confiseurs pour aborder ce problème de telle manière qu' en janvier il puisse y avoir une première discussion au sein du Comité directeur et des décisions prises aussi rapidement que possible. Mais je ne puis pas prendre aujourd'hui d'engagement de temps car les éléments financiers d'une décision que ce soit hebdomadaire ou toute autre formule sont d'une telle ampleur que nous devons bien les mesurer avant de prendre des engagements envers tout le Parti.
Simplement pour répondre à la préoccupation qui a été exprimée, à laquelle nous avions partiellement répondu par l'annonce de bulletins quotidiens, nous allons, dans les jours prochains, voir comment des bulletins quotidiens pourraient aller au-delà des Secrétaires fédéraux et de la presse et toucher pendant cette période intérimaire le maximum de militants. Croyez bien, camarades, que cette

préoccupation de l'information est fondamentale et qu'une réponse sera apportée mais une réponse sérieuse, ce qui suppose un certain délai.
Il y a eu ensuite une question posée sur les problèmes de formation. Or, j'ai dit tout à l'heure que les statuts du Parti avaient prévu des dispositions à cet égard. Nous avons aussi un instrument de formation qui peut se présenter à travers les structures des associations spécialisées qui passeraient contrat avec le Parti.
Si ce matin je n'ai pas évoqué ce problème, il me paraît mériter cet après-midi un complément d'information.
Camarades, vous savez que nos statuts avaient prévu des structures spécialisées dont les activités devaient être définies par un Congrès. Comme il n'y a pas de Congrès ordinaire régulier prévu, nous avons estimé au Comité directeur nécessaire de ne pas laisser péricliter des groupements qui, jusqu'à présent, avaient travaillé au sein du Parti ou des groupements qui étaient disponibles auprès du Parti.
C'est pourquoi un règlement de principe a été établi et, dans le mois qui vient, des discussions seront entreprises entre le Secrétaire national Joseph, chargé de ces problèmes, avec tous ces organismes, pour que, très prochainement, des contrats d'associations puissent être passés.
Chacune de ces organisations peut avoir certaine vocation à une tâche de formation. Il est certain que le Parti devra faire en sorte qu'il n'y ait pas gaspillage de moyens et faire en sorte de coordonner au maximum les actions de ces clubs ou associations qui proposent leurs services, sans se dessaisir pour autant de la responsabilité éminente de la direction de la formation.
Je pense, camarades, qu'au prochain Conseil national, un compte-rendu sur ce qui aura été fait pourra être présenté à l'ensemble du Parti.
Un autre problème a été abordé, celui des discussions avec les formations extérieures au Parti. Il a été abordé sous trois aspects, les uns disant ce qu'ils ont fait, les autres demandant ce qu'ils pouvaient faire et d'autres enfin s'inquiétant de ce qui avait été fait.
Or, camarades, je voudrais rappeler que le Parti est dans sa phase de création, a jugé nécessaire de fixer des limites très précises aux rapports extérieurs, estimant que c'était aux responsables nationaux par le Comité directeur, de définir les rapports avec les formations politiques, soit que ce soit pour réaliser l'unité des Socialistes, et j'y reviendrai, soit que ce soit dans le cas des rapports avec le Parti Communiste et j'y reviendrai également.
Sous une forme peut-être un peu brève on a précisé que et ces rapports avec les organisations politiques et syndicales devaient être limités aux problèmes sociaux dans le sens large du mot.
Le problème d'emploi, ceci me paraît parfaitement dans le cadre de l'application des décisions du Parti; pour le reste, je demande aux camarades qui ont du dynamisme ou des conceptions plus personnelles ou plus originales de ne pas s'engager avant que le Comité directeur ai mis au point la seconde étape qui sera possible, compte tenu des progrès d'homogénéité que notre Parti a accomplis depuis le mois de septembre.
II se peut que nous soyons en mesure de sortir un peu au-delà des limites que nous

nous étions fixées, mais je me permets d'insister pour que ceci soit fait d'un commun accord après discussion au Comité directeur, afin qu'il n'y ait pas de disparité entre les démarches que les uns et les autres pourraient effectuer suivant les régions ou suivant les départements. Et si l'on a fait beaucoup d'appels à la discipline, en dehors même de la discipline formelle il y a la discipline de loyauté et la discipline intellectuelle qui est de ne pas s'arroger, même dans le sens des volontés majoritaire du Parti, d'aller au-delà de ce que le Parti, par ses organismes qualifiés, a pu décider.

Peut-être la démarche est-elle un peu lente, mais je vous assure qu'il faut suivre les procédures, non pas les procédures juridiques, mais qui tiennent compte de l'ensemble du Parti au niveau national pour lutter contre ce que j'ai dit ce matin, contre ces forces centrifuges. Donc, il importe que dans tous les contacts avec les formations extérieures, on n'aille pas au-delà de discussions et on ne s'engage pas dans des thèmes sur lesquels le Parti lui-même n'a pas pris position, car les camarades qui iraient dans cette voie se trouveraient eux-mêmes très rapidement en porte-à-faux, risqueraient d'engager le Parti dans une voie qui n'est pas la sienne ou risquerait de se trouver en état de faiblesse dans des discussions avec des partenaires qui ne sont pas toujours de la plus parfaite bonne foi.

Je retiens la question qui a été posée sur l'énergie atomique, notre camarade permettra que l'on renvoie à demain la discussion technique qui s'impose et que nous tâchions, dans les jours qui viennent, de proposer au Bureau une réponse pour le Parti.

Camarades, voilà un certain nombre de réponses précises sur les questions qui ont été évoquées.

Je voudrais maintenant, si vous le permettez, reprendre certains points politiques sans du tout engager ce qui ne serait pas le cadre de cette réunion, une discussion de fond ressortant d'un Conseil national ou d'un Congrès national, me tenant simplement sur l'interprétation des décisions du parti.

Premier point qui m'a préoccupé, c'est: les élus et le Parti.

II faut que, de part et d'autre, un effort soit fait pour éviter tout divorce qui serait contre nature et artificiel entre le Parti et ses élus.

Les élus sont du Parti, il importe qu'ils le démontrent et que si, parfois, il y a eu quelque manque d'assiduité aux réunions de sections ou de fédérations, ou de corrélation entre les attitudes dans les Conseils municipaux et généraux, et les positions des fédérations et des sections, il importe, non pas de dresser les uns contre les autres, mais de faire en sorte que, véritablement, l'unité, dans ce domaine comme dans les autres se rétablisse et ceci m'apparaît être comme étant à la portée des volontés et des moyens du Parti.

Mais, gardons-nous d'envenimer cette affaire car elle serait saisie par nos adversaires qui, trop souvent, disent que le Parti social-démocrate, et nous sommes fiers d'être démocrates Socialistes, ne pense qu'à 1'électoralisme. Et nous sommes fiers également d'avoir des élus, puisque nous avons choisi, non pas la seule voie électorale pour modifier la société, mais que nous pensons que c'est elle qui est la seule légitime pour conduire au pouvoir. Ne laissons pas nos adversaires, par des discussions internes, avoir le sentiment que, chez nous, il y a

de bons et de mauvais Socialistes. Il faut qu'il y ait un effort réciproque de meilleure compréhension. C'est peut-être, dans certains cas, de la part des élus, qui ont un peu perdu l'habitude de suivre les avis du Parti et de leur fédération, un effort de leur part encore plus accentué.
Et on a parlé des travaux de la fédération des élus Socialistes.
J'ai dit ce matin qu'elle s'était remise au travail, avec des camarades qualifiés, et qu'elle a le souci de présenter très vite à la veille des cantonales la mise à jour des thèses du Parti.
Mais quant aux questions qui ont été posées, je rappelle les décisions du Comité directeur qui consistent à demander à tous les élus Socialistes de faire partie de l'organisation Socialiste; si elle n'est pas encore complètement en mesure d'apporter aux camarades élus ce dont ils ont besoin, elle le sera davantage dans la mesure où tous les élus Socialistes feront partie de l'association, et ne seront pas dans des associations parallèles, souvent concurrentes et parfois adversaires.
Camarades, deux autres questions vous ont préoccupés: celle de l'unité Socialiste, et celle du dialogue avec le Parti Communiste, et c'est sur ces deux points que je voudrais conclure.
Beaucoup de choses ont été dites quant à nos rapports avec la Convention, suivant que dans les fédérations ce problème a été plus ou moins heureusement résolu. Je pense qu'il faut faire abstraction de l'appréciation locale. J'ai tenté de rechercher ce qui est souhaitable pour le Socialiste et souhaitable pour le Parti.
II est apparu au Comité directeur que le maximum devait être fait pour tenter de résoudre le problème de l'unité avec la Convention des institutions républicaines, car même si le militants, ou ceux qui suivent les questions politiques de près, savent que si cette unité n'est pas faite nous n'en sommes pas responsables, mais que les responsabilités sont ailleurs, l'opinion dans sa simplicité, surtout aidée par une partie des journalistes, s'impatiente devant cette division, et il est hors de doute que ce n'est pas l'apport de quelques milliers de militants qui changerait notre force réelle, mais nue nous serions plus forts s'il n'y avait pas ces polémiques et cette division.
Nous avons véritablement, depuis le mois de septembre, fait tout ce qui était possible pour prendre un contact. Il apparaît qu'il est maintenant possible, et c'est la réponse de la Convention, et dès le mois de janvier nous répondrons à cette demande de rendez-vous en ayant le souci, comme on l'a dit, de réfléchir aux formules qui permettraient de réaliser cette unité mais avec un souci profond de ne pas retomber dans des négociations de fédération, confédération, restructuration, pondération, qui énerveraient, au sens propre du mot, le Parti et lui feraient perdre une partie de la force qu'il est en train d'acquérir chaque jour davantage.
S'il y a des formules qui sont démocratiques et qui ne sont pas compliquées, nous les rechercherons avec la volonté d'aboutir, et nous ferons en sorte de faciliter la voie à nos partenaires s'ils souhaitent réellement trouver, eux également, les voies démocratiques et simples pour parfaire notre Parti nouveau et unifié.
Le Parti sera tenu au courant.
Le Parti sera tenu au courant très régulièrement à la fois par le Bureau et le Comité

directeur dans son ensemble de tout ce que nous ferons en ce domaine.
Nous n'avons pas à avoir, camarades, de complexe de culpabilité, ni de complexe d'infériorité, notre cause est juste; faisons en sorte d'aller au-delà de ce qui a été fait, mais encore une fois, je me répète, sans ébranler ce que nous avons déjà mis en place. C'est dans la discussion qu'on verra si ce souci est partagé par tous ceux qui affirment aujourd'hui vouloir être les artisans de l'unité Socialiste.
Je voudrais enfin en venir au dernier point, celui du dialogue avec le parti communiste.
Une phrase m'a frappé dans ce qui a été dit ce matin, c'est en parlant de la grande presse, de rapports infidèles de ce qui avait été fait. Il est juste que le rapport que la grande presse a donné de ce qui a été fait est infidèle. Nous devons faire en sorte de corriger cette infidélité, mais je voudrais m'adresser au Parti dans son ensemble et plus particulièrement à ceux qui ne sont pas d'accord avec la majorité en leur demandant de faire l'effort même dans leurs critiques de ne pas être infidèles.
Qu'ils prennent les textes des Congrès, qu'ils prennent les textes des communiqués du Parti, qu'ils prennent le texte de ce communiqué commun mot à mot et si nous avons failli, qu'ils le disent, mais que par souci de vérité et afin que le Parti, dans son ensemble, ne soit pas affaibli, qu'ils ne dénaturent pas, suit par mauvaise volonté - ce qui est rare - mais ce qui est plus grave par inattention ou, au fond, parce qu'ils ne connaissent pas, pour beaucoup, les textes qui ont été adoptés par le Congrès, qu'ils fassent cet effort et je suis certain que leurs appréhensions à l'endroit de ce dialogue seront levées par la lecture de ce texte. Mais le fait qu'ils auront lu ces textes et qu'ils ne reprendront pas à leur compte les critiques qui viennent de nos adversaires qui ne veulent pas de ce dialogue, fera que le Parti sera beaucoup plus fort dans le dialogue en question.
C'est le souhait que je voudrais adresser et la demande instante que je fais j tous les membres du Parti d'avoir l'esprit sérieux et scientifique, de comprendre que lorsqu'on écrit quelque chose, c'est pour dire quelque chose et que lorsqu'un parti comme le nôtre affirme, dans un Congrès qu'il fera quelque chose, on de doit pas être surpris ensuite qu'il le fasse.
C'est comme cela, camarades, que tous ensemble, quelles que soient les suites de ce que nous tendions, nous serons plus forts. Et à travers nos recherches vers l'extérieur - car nous n'oublions pas, aucun de nous, que si nous avons ces contacts à l'extérieur, la priorité doit être donnée au renforcement du Parti - c'est au renforcement du Parti que nous consacrons tous nos efforts. C'est par cet approfondissement de la connaissance de ce que dit le Parti, de ce qu'il fait que nous atteindrons davantage...

Gaston Defferre - Tu me permets de t'interrompre ?

Alain Savary - Je t'en prie.

Gaston Defferre

Camarades, ce que Savary vient de dire est très important, il est en effet évident que si les camarades de la minorité à laquelle j'appartiens déforment la pensée du

Parti, les textes votés par le Parti, et présentent, par exemple, le texte qui a été établi en commun avec le Parti Communiste et le Parti Socialiste, non pas comme une décision d'engager des discussions, mais comme cela a été présenté par la presse, comme un accord sur le fond, il est évident que nous porterions un grave préjudice au Parti, mais une fédération comme les Bouches-du-Rhône, et je ne pense pas que Savary ait voulu nous viser, ne l'a pas fait et n'a pas l'intention de le faire.
Mais il y a un autre danger, et si j'ai demandé à Savary de l'interrompre, c'est parce que j'ai voulu le souligner, je ne crois pas qu'il y ait des camarades minoritaires qui aient cherché à transformer, à modifier la volonté du Comité directeur telle qu'elle s'exprime à travers le texte établi et quand on le lit on comprend parfaitement ce qu'il signifie, mais il y a des camarades de la majorité qui se laissent emporter et qui vont plus loin que le texte lui-même, qui affirment que ce texte est un texte d'accord sur le fond et eux aussi - s'ils existent, je ne sais pas lesquels des camarades de la minorité déforment la pensée du Parti, ces camarades de la majorité, risquent de la déformer et de la déformer aussi gravement, car à l'heure qu'il est nous sommes dans le cadre des décisions d'Issy-les-Moulineaux, dans le cadre de conversations engagées avec le Parti Communiste dont nous ne connaîtrons le résultat que quand elles seront terminées et si nous devons demander aux camarades de la minorité d'être circonspects dans leurs propos, il faut aussi rappeler aux camarades de la majorité - et il y en a quelques uns qui ont montré a la tribune qu'à leur sens, un Parti dans lequel il y a une minorité est déjà en soi critiquable, qu'il vaudrait mieux qu'il n'y ait pas de minorité du tout, ce qui me semble une singulière appréciation de la démocratie - qu'il leur faut être prudents dans les propos qu'ils tiennent.

Alain Savary

Camarades, je crois que ce qui importe, c'est que chaque propos tenu par un responsable du Parti soit scrupuleusement fidèle envers les décisions du Parti et je ne sache pas qu'aucun de nous ait enfreint cette règle et tous les commentaires qui ont été faits se sont situés dans le cadre des décisions d'Issy-les-Moulineaux, et également, à propos de ce communiqué commun, dans le cadre du Comité directeur, puisque nous avons eu le plaisir de voir que, dans ce vote du Comité directeur, 2 camarades de la fédération des Bouches-du-Rhône avaient voté ce texte, montrant ainsi de façon très claire la légitimité de notre action par rapport aux décisions d'Issy-les-Moulineaux.
Pour réagir contre la présentation de l'extérieur qu'on a voulu donner à cet accord, je crois qu'il faudra insister, et le faire de façon claire, sur le fait que ce dialogue est en effet une confrontation, que nous avons rappelé qu'il était conditionné dans son évolution par l'étude de problèmes fondamentaux et que, dans ces problèmes fondamentaux, bien entendu, en ce qui nous concerne, tout ce qui à trait à la Tchécoslovaquie ne doit pas être éludé et passé sous silence.
Dans les jours qui viennent, lorsque ce débat s'ouvrira, avec une délégation qui sera désignée par le Bureau, mandant du Comité directeur, et dans laquelle nous souhaitons que soit représenté le Parti dans son ensemble, lorsqu'il veut appliquer

les décisions d'Issy-les-Moulineaux, il importera, nous avons déjà préparé le travail, de reprendre l'ensemble des problèmes qui sont à évoquer avec le PC.
C'est pourquoi je pense que, dans ce débat - et nous pouvons l'affirmer très hautement - nous n'avons pas à céder devant la campagne qui dit que nous sommes trop faibles pour parler avec le Parti Communiste.
II s'agit, camarades, d'un débat sur des principes, et nous sommes assez confiants dans les principes et assez sûrs de leur valeur pour aborder avec sérénité et esprit offensif ce débat avec le Parti Communiste, en pensant que nous faisons accomplir à notre pays un progrès démocratique et un progrès vers le Socialisme et, devant les moments qui viennent, si vous le voulez bien, je repréciserai le cadre de ce dialogue, notre espoir qu'il aboutisse, mais également le fait que nous n'en préjugeons pas l'issue car c'est le parti qui, le moment venu, sur l'ensemble du dossier, verra s'il y a lieu de passer à une seconde étape, qui serait l'accord politique, accord politique qui n'est pas encore compris dans le débat que nous devons avoir avec le Parti Communiste.
Je crois, camarades, que les choses sont claires, doivent être claires entre nous tous et que si nous tenons le même langage vis à vis de l'extérieur, nous l'emporterons, et ceci est important pour l'avenir de notre parti et pour l'avenir de la Gauche dans son ensemble en France.
Camarades, on a beaucoup parlé de discipline. Je me permettrai de faire appel à la discipline des esprits, de la loyauté et de l'intelligence.
Le Secrétariat appliquera ce qui est la règle du Parti, il le fera sans acharnement, avec beaucoup de sérénité, mais également avec beaucoup de fermeté car nous avons le sentiment que nous sommes à un moment de rendez-vous de la vie du Parti avec l'opinion.
C'est peut-être un moment de vérité, abordons-le avec cette volonté de faire comprendre que ce qui est dit par le Parti sera appliqué que personne n'a le droit et la capacité de se substituer au Parti et que tous ceux qui ont des responsabilités les assumeront, non pas avec acharnement, comme je le disais, ou je ne sais quelle vindicte, mais avec la volonté d'être fidèles au mandat qui leur a été confié par le Parti.
Je ne voudrais pas, camarades, terminer sur une note disciplinaire, mais dire que les débats qui se sont produits aujourd'hui nous montrent à la fois que des progrès importants ont été accomplis, qu'il y a encore beaucoup à faire, car ne nous trompons pas nous-mêmes, nous n'avons pas encore gagné la bataille que nous avons engagé tous ensemble pour le Parti, seulement, camarades, je crois vraiment très profondément que nous sommes sur la bonne voie.
Nous sommes sur la bonne voie - beaucoup de responsables fédéraux l'ont dit, d'autres ne l'ont pas dit, qui le savent - et le pays s'aperçoit que ce Parti existe; sans doute la réaction redoublera-t-elle d'efforts contre nous, mais, tous ensemble, si, dans la loyauté, nous restons fidèles à nos ambitions, je suis convaincu, camarades, qu'à notre prochaine rencontre nous pourrons encore noter des progrès importants, forts, décisifs dans notre construction.
Camarades, je vous remercie.
(Très vifs Applaudissements)

Contribution Jean Jaurès

Le président - Camarades, vos applaudissements à Alain Savary ont traduit la pensée profonde de notre Parti.
Nous devons nous féliciter, en effet, de la tenue de cette réunion, de cette confrontation loyale et profonde. Dans nos fédérations, nous ne manquerons pas d'appliquer l'esprit de la réunion de ce 21 décembre.
La séance est levée.

Coll. Fondation Jean-Jaurès